## Comptes d'ordre

Les comptes d'ordre consistent en soldes dont on ne connaît pas, de façon sûre, la destination définitive. Le solde de 5 millions de dollars est environ un million de plus qu'au 31 mars 1971.

## Dette non échue

La dette non échue du Canada, estimée au 31 mars 1972 à 27,295 millions, comprend 26,959 millions payables en dollars canadiens, 262 millions payables en dollars des États-Unis et 74 millions payables en deutschmarks.

La dette non échue était estimée au 31 mars 1971 à 25,201 millions et elle comprenait 24,864 millions payables en dollars canadiens, 263 millions payables en dollars américains et 74 millions payables en deutschmarks.

On trouvera, dans la section intitulée «La dette publique», d'autres détails sur les divers emprunts qui sont à l'origine de l'accroissement net de la dette non échue.

TABLEAU 71 (en millions de dollars)

Dette non échue	Solde au 31 mars 1971	Trans- actions nettes 1971-1972 (provi- soire)	Solde au 31 mars 1972 (provi- soire)
Payable en dollars canadiens—			
Obligations négociables	12,988.6	365.0	13,353.6
Obligations non négociables—			
Obligations d'épargne du Canada	7,804.6	1,945.0	9,749.6
Régime de pensions du Canada	20.8	5.6	26.4
Caisse d'assurance-chômage	315.0	-315.0	
Bons du Trésor	3,735.0	95.0	3,830.0
	24,864.0	2,055.6	26,959.6
Payable en dollars des États-Unis(1)	263.3	-1.8	261.5
Payable en deutschmarks(1)	73.9		73.9
	25, 201.2	2,093.8	27,279.0

<sup>(1)</sup> Conversion aux taux de change officiels.

## ENCAISSE DE L'ÉTAT

Le compte de liquidités de l'État comprend les dépôts courants et spéciaux inscrits au nom du receveur général du Canada à la Banque du Canada, aux banques à charte au Canada et à certaines banques à Londres, à New York, à Bruxelles, à Bonn, à Francfort et à Rome.

L'encaisse de l'État se ressent non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des modifications apportées à la dette non échue de l'État ainsi que d'autres opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires sont celles qui ont trait aux comptes actif et passif de l'État et dont il faut tenir compte pour bien évaluer toute la portée des opérations financières de l'État.

A l'actif, les opérations non budgétaires consistent, pour la plupart, en prêts et avances aux sociétés de la Couronne et autres institutions et caisses de l'État, aux gouvernements étrangers, provinciaux et municipaux, aux organismes internationaux, aux anciens combattants et à d'autres emprunteurs, et en remboursements effectués par les précédents. Au passif, elles ont surtout trait aux recettes et paiements se rapportant aux nombreux comptes de dépôt et de fiducie et comptes de rentes, d'assurance et de pensions, détenus ou gérés par l'État.

Le tableau ci-après résume les opérations tant budgétaires que non budgétaires pour 1971-1972 et indique de quelle façon elles influent sur l'encaisse de l'État. Aux fins de comparaison, les chiffres correspondants pour 1970-1971 y figurent également.